

CPI : le temps des sophistes

Jeune Afrique, 21 octobre 2016 Le Burundi, petit État d'Afrique centrale avec ses 28 000 km² et ses quelque 10 millions d'habitants, va quitter la Cour pénale internationale (CPI), à laquelle il avait adhéré en 2004. Ainsi en a décidé son Parlement le 13 octobre. Depuis avril 2015, le pays est dans la tourmente à cause du défi qu'a lancé au monde entier le président Pierre Nkurunziza en briguant un troisième mandat. Un classique dans la région.

La démarche de Bujumbura a un but : éviter d'éventuelles poursuites internationales contre des responsables qui n'ont pas brillé en matière de respect des droits de leurs concitoyens. Depuis avril dernier, la CPI a commencé un examen préliminaire destiné à assurer que des crimes relevant du statut de Rome ont été commis. Autre raison de l'attitude burundaise, la publication d'un rapport édifiant du Comité des Nations unies contre la torture, qui accable le pouvoir en place. Une liste de douze personnalités importantes du régime accusées d'être les maîtres d'œuvre des exactions a également été rendue publique. De plus, le 30 septembre, le Conseil des Nations pour les droits de l'homme a adopté une résolution recommandant la création d'une commission d'enquête internationale sur les exactions commises depuis un an. Détail important : beaucoup de pays africains se sont abstenus au moment du vote. Pour les faucons du régime, cette initiative de l'Union européenne « est l'œuvre de puissances qui veulent déstabiliser ce [qu'ils] ont de plus cher : la souveraineté nationale ». La souveraineté nationale ! C'est l'expression favorite de tous les sophistes sans foi ni loi chaque fois qu'on leur démontre qu'ils sont les bourreaux de leur propre peuple. Et qu'ils doivent respecter les règles d'un système international auquel ils ont librement adhéré. Qu'ils nous épargnent cette fatuité d'un autre âge et arrêtent de crier tout le temps au complot de l'Occident ou de la communauté internationale contre leurs pays. Les problèmes ne viennent pas des autres, mais plutôt de la mauvaise foi de ceux qui pensent que le pouvoir est un costume sur mesure. Les prédateurs de tout poil n'ont qu'une croyance : la prévarication. Le pouvoir ne sert plus à construire, à développer nos pays mais à les saigner, à les ramener au point de départ. Il y a qu'à regarder les bedaines des détenteurs du pouvoir et de leurs thuriféraires pour en rendre compte. Ce qui ne les empêche pas de tendre la main à ceux qu'ils fustigent pour recevoir la fameuse aide publique au développement et le soutien au budget. Les discours de nos dialecticiens caméléons et jouisseurs endorment des franges importantes de nos populations qui se trompent d'ennemi en maudissant l'Occident ou la communauté internationale. Ces désespérés, admirateurs d'un Robert Mugabe pitoyable, d'un Mouammar Kadhafi ubuesque, se sont trouvés une nouvelle idole : le judoka Vladimir Poutine. Ces Africains, qui se complaisent dans une victimisation stérile, croient dur comme fer que la CPI pratique une justice anti-Noirs ; qu'aucun crime de guerre ou contre l'humanité n'a été commis au Darfour ni ailleurs sur le continent. Ceux qui ont fait du mensonge une religion peuvent pavoiser en abreuvant leurs peuples d'inepties. Mais la tempête de l'Histoire les guette. À moins qu'ils ne choisissent de vivre en vase clos pour étoffer le martyrologe. Par Tshitenge Lubabu M.K. Ancien journaliste à Jeune Afrique, spécialiste de la République démocratique du Congo, de l'Afrique centrale et de l'Histoire africaine, Tshitenge Lubabu écrit régulièrement des Post-scriptum depuis son pays natal.